

La Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE
COLONIES

Six mois	16 fr.
Un an	30 fr.

EXTÉRIEUR

Six mois	22 fr.
Un an	40 fr.

ADMINISTRATION & REDACTION

96, Quai Jemmapes, PARIS-X^e

Téléphone : Combat 08-02

Chèque Postal : *Revolution Proletarienne* 734-99

TROISIÈME ANNÉE — N° 31

1^{er} Avril 1927

Prix du numéro 1 50
(Extérieur : 2 fr.)

SOMMAIRE

Le Carnet du Sauvage :

La menace du Comité des Houillères. — L'expédition de Chine. — La mauvaise littérature de Boncour. — Bravo les dames des P. T. T.!

P. MONATTE.

Le mouvement ouvrier de Grande-Bretagne

R. W. POSTGATE.

Après l'Exposition des Arts ménagers.

Marthe BIGOT.

Lettre à Léon Blum.

F. LORiot.

"Mère et fils"

B. GIAUFFRET.

L'opposition de guerre

R. ROLLAND.

NOTES ÉCONOMIQUES

Le Journal. L'Albanie et la Standard Oil. — Le taylorisme est l'opposé de la science. — La fin du monopole de Ford. — Quelques précisions sur Kou-ri-glia. (R. LOUZON).

A TRAVERS LES LIVRES

Les Mémoires d'Abd el Krim (R. L.). — *Le Journal de Salavin*, de Georges Duhamel (B. G.).

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Le prétexte de l'indiscipline (M. CH.). — Le syndicalisme à bases multiples. — Inutile de pavoiser ! (G. THOMAS.)

FAITS ET DOCUMENTS

Les faits de la quinzaine — Les mineurs confédérés devant la diminution des salaires. — La C. G. T. U. contre la réquisition des syndicats.

Le Carnet du Sauvage

La menace du Comité des Houillères.

On raconte que les gens du Comité des Forges, auraient dit à Poincaré qu'il pouvait stabiliser à un taux plus bas, que cela permettrait d'opérer d'un coup une grosse baisse des salaires et que cette baisse ne provoquerait aucune résistance sérieuse, *la classe ouvrière étant divisée à un point que l'on ne soupçonne pas.*

Ces paroles sont vraisemblables; les faits montrent d'ailleurs que le patronat table en effet sur la division ouvrière. Il ne se gêne pas pour baisser les salaires sous des formes diverses, soit qu'il réclame une plus forte production pour le même salaire, soit qu'il diminue le salaire même. On a tellement grossi la vague de chômage du côté communiste, que la peur d'être rejeté parmi les chômeurs entraîne beaucoup d'ouvriers à accepter tout ce qu'on leur propose et impose.

Mais si réelle et si profonde que soit la division ouvrière, le patronat, en voulant l'exploiter, pourrait bien travailler à nous en guérir. C'est lui qui sera l'artisan du front unique et de l'unité.

Je me demandais, l'autre quinzaine, si la Fédération confédérée du Sous-sol nous ferait la surprise de prendre l'initiative de la résistance. Il faut se le demander encore. Elle a obtenu que les Compagnies reculent la date primitivement fixée de la baisse des salaires. Mais c'est au cours des entrevues qui vont avoir lieu dans les régions où les contrats ont été dénoncés que l'on pourra mesurer la volonté réelle de résistance des mineurs confédérés et de leurs dirigeants.

Déjà, le Comité des Houillères a esquissé une manœuvre de flanc, dans le rapport fourni à son Assemblée générale du 25 mars. Il s'attaque à la journée de 8 heures. Veut-il atteindre deux objectifs à la fois : la baisse des salaires et la suppres-

sion des huit heures ? Ou bien fait-il mine de frapper sur un point pour en atteindre plus facilement un autre ? Ou bien encore veut-il marchander le maintien des salaires actuels moyennant une heure de travail supplémentaire ? Mais, pour conclure, il brandit la menace de l'exemple de la grève anglaise :

Au cas où des attachements dogmatiques à des principes hors de saison persisteraient à méconnaître les conséquences de cette disparité accablante entre les conditions de travail de vos entreprises et celles de vos rivaux, le jeu de lois économiques impitoyables se chargerait de rappeler durement à la réalité des faits et d'imposer l'inévitable adaptation des facteurs de votre production. Il a fallu sept mois de souffrances pour en convaincre le peuple voisin. Puisse l'effort de courage et de réflexion de vos collaborateurs et de l'opinion détourner semblable épreuve de notre pays.

La menace est nette. Les mineurs n'ont guère que le choix entre l'« épreuve » ou la capitulation. Ils n'accepteront pas plus de capituler sur les huit heures, que sur les salaires.

L'expédition de Chine.

Que nous prépare-t-on avec cette campagne de fausses nouvelles de Chine et d'excitations journalistiques ? Une démonstration navale de toutes les puissances qui ont des intérêts là-bas, démonstration qui ne pourrait donner de résultats et qui serait suivie inmanquablement d'une nouvelle expédition de Chine.

Depuis des mois le gouvernement anglais s'efforce d'obtenir cette « démonstration commune ». L'occupation de Nankin et de Changhaï par l'armée cantonaise porte un coup sérieux à l'orgueil de l'impérialisme anglais. Mais elle montre en même temps les progrès du mouvement révolutionnaire chinois. Contre une telle force, il n'est pas de « démonstration commune » des puissances européennes qui puisse rétablir le passé.

La presse bourgeoise a beau s'efforcer d'accrediter que le mouvement révolutionnaire chinois n'est qu'une simple création du gouvernement russe, il ne lui est pas possible d'effacer de l'histoire la Révolution chinoise de 1911 dont celle de maintenant n'est qu'une nouvelle étape. Alors, avec leurs seules forces, sans aide de nulle part, les révolutionnaires chinois faillirent triompher. Ils y seraient parvenus si les puissances, l'Angleterre et la Russie au premier rang, n'avaient tout fait pour étrangler leur jeune République.

Aujourd'hui, le mouvement est reparti ; le tsarisme n'est plus ; la Révolution chinoise a un ennemi sérieux de moins ; cette fois, elle a un allié tout naturel dans la Révolution russe. Elle en a un autre, dans le prolétariat international, mieux préparé qu'en 1911 à se jeter en travers des mesures de ses gouvernements, à empêcher toute nouvelle expédition de Chine.

La mauvaise littérature de Boncour.

Un camarade m'a dit :

— Le projet Boncour a été caractérisé justement par Lafont ; c'est de la littérature...

— C'est de la littérature et même de la bien mauvaise, mais c'est autre chose encore. A mon sens c'est la systématisation, la légalisation de tout ce qui a été fait fragmentairement, empiriquement, de 1914 à 1918, c'est la codification du jusqu'au-boutisme d'alors.

La mobilisation des syndicats a commencé avec l'histoire des délégués à la Nation — je doute que

l'article de Blum rappelant les exploits de Jouhaux à Bordeaux ait été du goût du secrétaire confédéral — pour finir au tapis vert de Versailles. Demain, on fera mieux. Mais les syndicats tireront-ils de leur première expérience les mêmes déductions que Boncour ? J'en doute. Ils ont été surpris et suffoqués, incapables de réfléchir et de discuter, en 1914. Il n'en est plus de même.

Nous payons, aujourd'hui, par le projet Boncour, la faute de n'avoir pas tiré la leçon de la guerre. Oublions cette période et préparons-nous à faire mieux, nous a-t-on dit en 1919. L'oubli a préparé le pire. Eh bien ! il faut réveiller le passé de guerre. C'est à cette condition que les gouvernements, abrités derrière le groupe parlementaire socialiste, seront incapables de préparer de nouvelles boucheries.

Bravo les dames des P. T. T. !

Sur deux ou trois points de la déclaration de la « Ligue des Dames des P. T. T. » pour l'égalité de salaire, que nous avons reproduite l'autre quinzaine, il y aurait des critiques à faire. Entre autres celle-ci, la formule « à travail égal, salaire égal » ne date pas du traité de Versailles, elle a de meilleures et plus lointaines origines. Mais ces remarques porteraient uniquement sur des points secondaires, tandis qu'il convient surtout d'applaudir à l'initiative de cette Ligue.

Comme sa devancière, le groupe féministe de l'Enseignement, elle se heurtera probablement, au début, à l'incompréhension et à l'hostilité de bons camarades. A une quinzaine d'années de distance, je revois Maurice Dubois, l'un des premiers et des meilleurs syndicalistes de l'Enseignement, notre grand diable de Dubois, que la guerre nous a tué, pester contre les féministes en sortant de quel que assemblée orageuse du Syndicat de l'Enseignement de la Seine. Nous lui disions : « Elles vous bousculent, mais ont-elles tort, au fond, vos féministes ? » Il convenait vite qu'elles avaient raison de réclamer l'égalité de traitement. Il ne tardait pas à rire d'être ainsi bousculé. Mais, ce qu'il n'encaissait pas, c'était l'incompréhension des féministes pour le mouvement syndical.

Des années ont passé, si Dubois était là il verrait l'égalité de traitement obtenue dans l'Enseignement, grâce à l'effort syndical stimulé par les intéressées directes au moyen de leur groupe féministe. Il verrait aussi une proportion inouïe de militantes actives dans le mouvement syndical de l'Enseignement, qui n'ont plus lieu de bousculer leurs camarades hommes puisqu'elles se sont fait leur place dans les rangs syndicaux.

Ce qui s'est produit pour les institutrices se reproduira pour les postières, j'en suis sûr.

Bousculez un peu vos camarades postiers, mesdames, poussez-les du dehors au moyen de votre Ligue, mais surtout poussez-les du dedans en qualité de syndiquées. Gardez-vous de faire des Syndicats de femmes ; faites-vous votre place au sein des Syndicats des P. T. T.

Bassesse de parti.

Il y a quelques mois Parijanine disait une idiotie quand il traitait de contre-révolutionnaire la pièce de Pierre Hamp, *Le T. P. 33*. Il vient de satisfaire une mesquine vengeance du ministre des Beaux-Arts du Parti en esquinçant la représentation de la *Nuit*, donnée par le groupe de la « Phalange Artistique ».

Enregistrons et passons.

P. MONATTE.

LE MOUVEMENT OUVRIER DE GRANDE-BRETAGNE

La grève générale et la lutte héroïque des mineurs britanniques de l'an dernier ont attiré l'attention des travailleurs de tous les pays sur le mouvement ouvrier de Grande-Bretagne. De ce mouvement si riche d'enseignements et généralement si mal connu, notre camarade E. W. Postgate vient de tracer un tableau d'ensemble dans une série d'articles écrits pour The Advance, l'organe du Syndicat américain de l'habillement. Nous en donnons ici la traduction.



Il n'y a pas longtemps, j'avais à consulter la collection du *Daily Herald* d'avant guerre et je tombai, par hasard, sur le numéro donnant le compte rendu du Congrès des trade-unions de 1912. Deux pages entières étaient consacrées à un véritable chant de joie sur l'immense, l'incroyable développement du mouvement ouvrier britannique. Il avait des défauts, de grands défauts, mais aux yeux du rédacteur du quotidien travailliste, ces défauts étaient pour l'instant éclipsés par l'énorme effectif de l'armée syndicale. Et le chiffre était... juste au-dessous de deux millions.

On sourit, 1.900.000, et le Labour Party recueille aujourd'hui plus de cinq millions de voix aux élections, et le Trades Union Congress compte un peu moins de cinq millions de membres (en fait, dans un temps, il en eut plus de dix millions). Le mouvement travailliste s'est bien développé; il a pris des dimensions considérables. Il est devenu l'éléphant du mouvement international.

Le mouvement italien a cessé d'exister; le français est déchiré en trois sections âprement hostiles; l'allemand commence à renaitre d'une ruine presque totale. Peut être l'A. F. of L. (*American Federation of Labor*) pourrait supporter la comparaison. Elle a, je crois, plus de trois millions d'adhérents. Mais il faut se souvenir que la population globale de ces îles n'est que de 45 millions. Otez-en les Irlandais, les femmes et les enfants, les boutiquiers, les patrons, grands et petits, et enfin les oisifs et vous trouverez que le nombre des syndiqués ne dépasse pas dix millions. Parmi eux, les domestiques sont totalement inorganisés et les ouvriers agricoles ne le sont encore que fort peu. Les unions affiliées ici à l'organisation centrale, sont infiniment plus puissantes — pourcentage pour pourcentage — que celles appartenant à l'A. F. of L. De plus, dans toute crise, les syndiqués entraînent les non-syndiqués. L'an dernier, quand la grève générale fut proclamée, on peut dire que tout ouvrier touché par l'ordre de grève cessa le travail. On exagère à peine quand on dit qu'il fut alors évident que le Trade-Unions Congress avait l'ensemble des ouvriers britanniques derrière lui.

L'éléphant britannique.

Selon les traités de zoologie, l'éléphant est un animal de volume considérable et doux par nature. De même que le mouvement ouvrier britannique, il ne se laisse pas aisément entraîner par la colère et est plutôt porté à se montrer trop docile et trop obéissant à l'égard de ses leaders. Il peut barrir très bruyamment, ce qui est également vrai du mouvement britannique. Il est d'esprit lent : actuellement les leaders ouvriers ne cessent d'in-

voquer l'indifférence des travailleurs britanniques envers tout ce qui est théorie ou argumentation. Mais l'éléphant est énorme et puissant et s'il est lent à se mouvoir, quand il bouge la terre tremble. Aussi, un éléphant provoqué au delà de sa patience habituelle — un éléphant déchaîné — est-il l'animal le plus dangereux que l'on connaisse.

Ce parallèle a assez duré. Il avait pour but de souligner les traits essentiels qui caractérisent le mouvement ouvrier britannique : sa puissance et son unité. J'aurai souvent à le critiquer, mais je désire que le lecteur ait constamment présent à l'esprit ces caractéristiques : puissance et unité, dominant tout comme la grande ombre d'un éléphant.

Le mouvement ouvrier britannique, et spécialement sa section syndicale, a toujours été singulièrement uni. Un siècle d'existence légale — et d'avantage d'illégalité — a gravé profondément cette leçon d'unité. Dans les autres pays les syndicats ont été déchirés par des discussions politiques, par des divergences de conceptions théoriques : syndicat d'industrie contre syndicat de métier, dont finalement seuls les patrons bénéficiaient. Les trade-unions britanniques n'ont jamais été jetées dans de tels précipices. Quiconque brise l'unité d'un syndicat désarme les ouvriers. Jusqu'à maintenant la conscience de ce fait a toujours, au dernier moment, paralysé la main du communiste le plus enragé et redressé le droitier le plus endormi.

LE MOUVEMENT SYNDICAL

Prenons d'abord le côté syndical du mouvement et, avant tout, le Conseil général des trade-unions qui, durant neuf jours, l'an dernier, eut les yeux du monde concentrés sur lui.

Dans les temps anciens, les trade-unions se réunissaient en congrès chaque année uniquement pour consultation mutuelle et d'anodins débats. Elles élisaient alors un « Comité parlementaire » dont la tâche consistait à se rendre auprès des ministres, à leur présenter des délégations, etc., pour leur soumettre les vœux et décisions du congrès en matière de législation sociale. Tout cela était absolument inoffensif et le secrétaire était un vieux gentleman, charmant et inactif, qui ne faisait rien, qu'occuper un poste ornemental.

Ce ne fut qu'après la guerre que la pression de conflits de classe plus âpres obligea le Congrès à modifier ses conceptions. Le Comité parlementaire disparut et fit place au nouveau Conseil général, muni de plus grands pouvoirs quoique très vagues. C'est cet organisme qui déclencha et dirigea la grève générale de l'an dernier.

La méthode de désignation des membres du Conseil général devait assurer deux choses : d'abord le contrôle démocratique par le congrès (qui consiste de délégués de toutes les trade-unions affiliées), ensuite la représentation proportionnelle des principales industries. Pour cette raison, le Conseil fut divisé en un certain nombre de groupes dont voici l'énumération : mines, chemins de fer, transport, construction de navires, mécanique, métallurgie, bâtiment, livre, textile, habillement, cuir, produits chimiques et alimentation, agriculture, fonctionnaires, travailleurs intellectuels, ouvriers non spécialisés, ouvrières. Un certain nombre de sièges est accordé à chacun de ces groupes, mais le droit de désignation appartient à la section

intéressée; seules, les unions de cheminots sont qualifiées pour désigner les représentants des cheminots au Conseil général, etc.

On espérait que ce mode de désignation mettrait fin à l'ancien système de marchandages entre unions qui avaient lieu, jadis, dans la coulisse. En fait, il a donné naissance à un nouveau mal. Dans toutes les sections où quelques unions dominent par leur importance numérique, ces unions se mettent d'accord pour ne choisir que le nombre de membres correspondant au nombre de sièges dont la section dispose. Ainsi le résultat est connu d'avance. Dans la section des chemins de fer, par exemple, les trois unions de cheminots nomment leurs propres secrétaires : J.-H. Thomas, Bromley et Walkden, et l'affaire est réglée. Le Congrès ne peut jamais exprimer son opinion ni faire un choix.

Il y a encore un autre inconvénient, qui est inhérent au trade-unionisme britannique. Un syndiqué britannique répugne toujours à priver de son emploi un fonctionnaire syndical. Une union maintiendra un secrétaire à son poste longtemps après qu'il aura cessé d'être apte à accomplir sa tâche. Elle élira les mêmes président, trésorier, et, souvent, la même Commission exécutive, bien que leurs conceptions ne correspondent plus à celles de la masse des membres de l'Union. Par suite, ceux qui sont choisis pour siéger au Conseil général sont rarement de jeunes hommes. Ils sont peu entreprenants; quelques-uns même ne sont plus capables d'un effort intellectuel suivi. Cela peut avoir des résultats désastreux. Durant la grève générale, par exemple, sur deux des délégués des mineurs au Conseil, l'un, Smillie, se retira chez lui, en Ecosse, et l'autre, Richards, tomba malade. Il s'ensuivit cette chose extraordinaire que le Conseil dirigeait une grève générale en défense des mineurs alors que les délégués des mineurs étaient absents.

Les divers genres d'Unions.

Ce n'est pas chaque jour que nous avons une grève générale en Grande-Bretagne. Une en quatre-vingts ans est notre moyenne actuelle et, bien que nous accélérerons probablement ce rythme, dans l'intervalle le Conseil général n'exerce pas toujours un contrôle effectif. Les grandes trade-unions et leurs comités exécutifs dominent toujours la scène après tout. Il est naturellement impossible de décrire chacune d'elles séparément, mais une indication générale, une esquisse peuvent en être données.

L'organisation des trade-unions britanniques diffère profondément de celle de tout autre pays, l'Australie peut-être exceptée. Bien que les unions de l'American Federation of Labor se soient, en certains cas, modelées sur les unions britanniques et que, dans tous les cas, elles aient surgi de conditions similaires, et aient une histoire très semblable, il y a pourtant entre elles de grandes différences.

Les unions de l'A. F. of L. sont des unions de métiers, c'est-à-dire qu'elles ne comprennent que les ouvriers d'un métier donné : les chaudronniers, les mécaniciens de locomotives et ainsi de suite. Les dirigeants de l'A. F. of L., de Gompers à ses successeurs, ainsi que les Congrès de la Fédération se sont toujours opposés à l'organisation par industrie. En conséquence, des unions industrielles n'ont jamais pu se former ou elles

se sont heurtées à l'hostilité de l'A. F. of L. et le mouvement s'est trouvé divisé en deux camps hostiles. Mais, en Grande-Bretagne, les deux genres d'unions ont vécu ensemble et se sont querellés ensemble au sein du Trade-Unions Congress. Ils ont réagi l'un sur l'autre, modifiant mutuellement constitutions et préjugés, jusqu'à ce que nous ayons des unions à moitié industrielles, des unions à moitié de métiers, des fédérations, des unions englobant deux ou trois métiers et chaque variété d'organisation hybride jusqu'à cette *Workers' Union*, grande masse amorphe qui rassemble les travailleurs des métiers les plus divers, du dégustateur de whisky au valet de chambre.

Si l'on compare le mouvement britannique aux organisations syndicales continentales, là aussi on constate de grandes différences. En Allemagne, par exemple, ou en Russie, le monde trade-unioniste est élaboré et tracé aussi régulièrement que les jardins d'un parc. Chaque industrie a son union, chaque union sa conférence de délégués, ses comités régionaux et ses sections. Tout est ordonné et symétrique, parce que tout a été fait selon un plan d'ensemble, dans un cas par les bolchéviks, dans l'autre par les social-démocrates. Mais en Angleterre et en Ecosse, les unions surgirent spontanément, avant qu'il y eût des communistes ou des socialistes, et elles forment une jungle d'étranges créations. Parfois, comme dans la Fédération des mineurs, de vieilles traditions ont voulu que les « loges » locales retiennent, par devers elles, d'énormes pouvoirs. Parfois, comme dans le cas des mécaniciens « amalgamés », des influences, datant de l'ère victorienne, ont conduit à une grande centralisation et à un système précis d'importants secours de mutualité. Ou encore, avec l'Union nationale des cheminots, on se trouve en présence d'une union industrielle avec représentation de métiers, qui a son origine dans l'agitation syndicaliste de 1910 et des années suivantes.

L'organisation des Transports.

Le premier groupe à examiner est celui des transports — sans les cheminots. Il comprend les dockers, les chauffeurs, les charretiers, les marins, etc. La grande masse de ceux-ci, les marins exceptés, sont organisés dans l'énorme Union des ouvriers des transports, qui compte environ 300.000 membres et dont le secrétaire est Ernest Bevin. Elle est le descendant direct de la minuscule Union des dockers (*Tea Workers and Dockers Union*) qui, en 1889, secoua et émerveilla l'ensemble du mouvement trade-unioniste en paralysant durant des mois l'entier trafic du port de Londres et conduisant à la victoire une catégorie de travailleurs que chacun considérait trop opprimée et trop misérable pour être capable même de se défendre. Depuis lors, l'Union n'a cessé de grandir, absorbant une branche de l'industrie après l'autre. Son secrétaire, qui a la réputation d'un homme capable et est certainement ambitieux, songerait non seulement à englober les cheminots dans son Union des transports quand le moment sera venu, mais il espérerait qu'un jour son Union deviendra plus grande encore et finira par être l'unique Union de tous les ouvriers de l'industrie du transport.

En dehors du monstre de Bevin, il n'y a, dans ce groupe, qu'une autre Union méritant d'être mentionnée. Fort heureusement, elle est la seule de son genre en Grande-Bretagne. Havelock Wil-

son est le président de l'Union nationale des marins et chauffeurs de navires et il la dirige à son gré. Les dirigeants de cette Union marchent la main dans la main avec les armateurs et Havelock Wilson ne dissimule pas son hostilité à tous les autres leaders ouvriers et à leur politique. Il fait, dans le pays, des tournées de propagande en compagnie de capitalistes bien connus. Il est bien difficile, on le comprendra, aux marins qui passent la plus grande partie de leur temps en haute mer, de contrôler effectivement la politique de leur Union. C'est tout ce qu'il convient de dire de M. Wilson et de son Union. Le sujet est déplaisant; il est heureusement unique. Ce groupe compte encore une douzaine d'autres petites unions qui ne présentent pour nous rien de particulier.

Dans les chemins de fer, il n'y a que trois unions. La Société des mécaniciens et chauffeurs de locomotive groupe plus de la moitié des travailleurs de ces professions; les autres appartiennent à l'Union nationale des cheminots (*National Union of Railwaymen* : N. U. R.) qui compte 325.000 membres et les deux unions sont actuellement en meilleurs termes qu'elles ne le furent longtemps. Elles sont séparées par une divergence théorique, les mécaniciens étant partisans du syndicat de métier, tandis que les cheminots se sont organisés sur la base de l'industrie, et aussi, partiellement, du fait que le secrétaire de la N. U. R. est le trop connu J. H. Thomas. Celui-ci est constamment encensé par la presse capitaliste alors que les journaux ouvriers l'accusent fréquemment d'agir dans l'intérêt des compagnies et de porter dommage aux travailleurs du rail par son obséquiosité. Nous n'avons pas de place ici pour discuter un aspect particulier de la situation, mais il faut le mentionner : les syndiqués de la N. U. R. qui sont animés d'un esprit combatif et se placent à la gauche du mouvement ont néanmoins maintenu J. H. Thomas à son poste de secrétaire, lors de leur récent congrès, par une forte majorité.

La troisième Union de cheminots est l'Association des employés, travailleurs « en jaquette », qui n'avaient jamais fait grève avant mai 1926. A cette date, leur réponse à l'ordre de grève fut héroïque. 80 % environ des employés, des chefs de gare, du personnel administratif, cessèrent le travail, se joignant à l'ensemble des ouvriers pour soutenir les mineurs. Quelques-uns d'entre eux occupaient de hauts postes, avec des appointements de mille livres sterling. L'historien qui étudiera plus tard ces événements notera sans doute ce fait comme une date des plus importantes : c'est la première fois que des hommes appartenant à la direction de grandes entreprises rejoignirent dans la lutte les ouvriers manuels.

Métallurgie, Textile, Mineurs.

Quand on passe des chemins de fer à la métallurgie, y compris la mécanique, on pénètre dans une jungle inextricable d'unions, égales, presque toutes, soit en importance, soit en peu d'importance. Il y a les ouvriers des constructions navales, les mécaniciens-électriciens, les outilleurs, les ajusteurs, les modelleurs-mécaniciens, les fondeurs en cuivre, les mécaniciens de précision, les tourneurs sur cuivre, etc. Quarante-sept unions différentes doivent être consultées lorsqu'il s'agit de négociations nationales avec les patrons, pour la mécanique seulement. Ces unions, se disputant les syndiqués, ont entre elles d'interminables « querelles de frontières ». Aussi ne faut-il pas s'éton-

ner — en dehors de l'état lamentable de l'industrie, dû à l'incapacité des employeurs — du bas niveau des salaires des ouvriers des métaux. Dans cette jungle, une union émerge, domine toutes les autres et mérite une mention spéciale. C'est l'Union amalgamée des mécaniciens (240.000 membres). Elle fut fondée en 1851, et sur une base différente de la base alors commune. On la désigna comme le « nouveau modèle ». Une place énorme était faite à la mutualité, des secours de toutes sortes étant alloués aux adhérents (accident, maladie, décès, retraite, perte d'outils; etc.) qui, à un certain moment, se chiffrent par millions de livres sterling, et firent de cette Union la plus riche du monde. Pour pouvoir distribuer de tels secours, il fallait de fortes cotisations qui excluèrent, automatiquement de l'Union, les ouvriers non qualifiés et ceux qui n'avaient pas un emploi stable. Pendant de longues années, l'Union se confina dans une politique résolument hostile à toute grève, qui ne fut sérieusement ébranlée qu'en ces derniers temps sous la poussée d'événements qui, en 1922, engagèrent l'organisation dans la lutte la plus rude et la plus obstinée de son histoire.

Mais les combattants les plus ardents du mouvement ouvrier sont naturellement les mineurs. La Fédération des mineurs de Grande-Bretagne compte 750.000 membres. Elle n'a pas, en face d'elle, d'unions rivales, sauf la petite organisation des hommes occupés aux travaux de sécurité et qui se conduisent généralement comme des jaunes. La seule faiblesse de cette grande union réside dans son organisation. Ce n'est pas une union centralisant les ressources et en disposant, mais une fédération d'unions de comtés ou de fédérations de districts, qui conservent chacune leurs ressources et signent leurs propres accords. Le secrétaire est le militant bien connu A. J. Cook. Il n'est pas membre du Parti communiste. C'est un révolutionnaire conscient et non un idiot hystérique ainsi que la presse capitaliste s'efforce de le représenter. On peut admettre peut-être que certains de ses discours de meetings ne sont pas aussi sages qu'ils pourraient l'être, mais c'est certainement le lutteur le plus entièrement dévoué à sa tâche que nous ayons.

Les unions des ouvriers de textile groupent plus d'adhérents encore que celles des ouvriers des métaux et elles ne souffrent pas de querelles entre elles pour la répartition des syndiqués. Elles présentent un vif contraste avec celles des cheminots, par suite de leur organisation très ancienne et avec celles des mineurs, du fait qu'elles sont politiquement arriérées. Beaucoup de leurs membres restent, en politique, des libéraux, et les discussions les plus ardentes sur le trade-unionisme n'ont guère d'écho dans les manufactures du Lancashire et du Yorkshire.

Des autres unions : ouvriers du bâtiment, postiers, employés de commerce, ouvriers agricoles (ces derniers très faiblement organisés encore), je ne peux parler faute de place. Peu d'entre elles présentent des traits particuliers, sauf peut-être la *Workers' Union* (140.000 membres), l'union « omnibus » déjà mentionnée.

De beaucoup la plus importante est l'Union nationale des travailleurs municipaux et généraux, dont les 315.000 membres constituent le groupement le plus nombreux d'ouvriers non qualifiés du pays.

(A suivre.)

R. W. POSTGATE.

APRÈS LE SALON DES ARTS MÉNAGERS

Le Salon des Arts ménagers est né de la détresse dans laquelle se sont trouvées les familles bourgeoises lorsque le matériel humain de bonnes et de servantes qui constituait un des facteurs essentiels de leur existence s'est trouvé raréfié par suite de l'entrée des filles de prolétaires ruraux et urbains dans les usines, dans les administrations privées, dans les services publics.

La « crise de la domesticité », sensible dès avant la guerre, devint plus aiguë dans la période d'après guerre : les usines travaillaient à plein à cause de la dévalorisation du franc, les industriels avaient apprécié la main-d'œuvre féminine, aussi les familles bourgeoises durent-elles renoncer, pour une part importante, à trouver le personnel peu payé qu'elles étaient accoutumées d'employer.

Alors, dans la classe dirigeante, on s'avisa, lorsqu'il fallut mettre un tant soit peu la main à la pâte, que les besognes ménagères étaient exécutées d'une manière primitive, que toutes ces tâches, aussi dédaignées qu'indispensables, n'avaient jamais bénéficié des progrès réalisés dans l'industrie. (Là comme dans l'industrie, la pénurie de main-d'œuvre obligeait les employeurs à transformer les méthodes de travail.) Donc, un beau jour, un appel fut lancé aux inventeurs, réclamant leur concours pour simplifier et rendre moins pénibles tous les travaux domestiques. Le premier Salon des Arts ménagers ouvrit ses portes et fut accueilli avec une grande faveur.

Que de telles manifestations se soient imposées, c'est la preuve que de profonds changements sont en train de se produire dans le travail des femmes : c'est la preuve que la femme peut enfin remplacer son labeur servile de toujours par des formes de travail qu'elle juge moins pénibles, ou lui assurant une plus grande indépendance économique.

La tenue régulière du Salon des Arts ménagers présente donc à ce point de vue un intérêt incontestable.

* * *

Cependant, tandis que les premiers Salons suscitèrent des initiatives dignes d'être remarquées, dans le domaine du machinisme en particulier, on ne peut que constater le déclin progressif de ces expositions et l'indigence d'idées neuves que manifeste celle de cette année.

Un nombre considérable d'exposants ne dépassent guère la valeur de camelots attirant le chaland par des boniments de coin de rue. Les uns s'attachent à résoudre de minuscules problèmes de la vie domestique, mais la somme de ces améliorations de détail aboutirait plus à compliquer qu'à simplifier la tâche ménagère. Tous les hachoirs, tous les couteaux perfectionnés, des centaines de fioles de tous produits exigeront toujours d'une femme des heures d'un travail dépourvu d'intérêt et peu productif en fait, donc conservant toutes les tares des anciennes formes de travail ménager.

Ce qu'une organisation sociale rationnelle exige, c'est qu'il y ait moins de force humaine gaspillée pour assurer la vie matérielle de l'humanité. Tout un bric-à-brac de trouvailles futiles ne produisent pas ce résultat.

D'autres exposants se préoccupent davantage de voiler les insuffisances de la société actuelle que

de réaliser, d'une manière nouvelle, des besognes nécessaires. Leurs efforts apparaissent dès lors également vides de résultats utiles. Par exemple, transformer chaque matin, faute de place, son lit en une armoire truquée ou en une apparente bibliothèque, n'est pratiquement d'aucun profit. Il y a belle lurette que les ménages pauvres ont dû se contraindre à cette besogne, fastidieuse et vaine, d'étendre tous les soirs le lit-cage dans la pièce où la famille se réunit et de le relever le lendemain matin. Ce que souhaitent les ouvriers placés dans ces conditions, ce n'est pas la satisfaction toute d'apparence et de vanité que leur offrent les commerçants du Salon, c'est la jouissance réelle du local dont ils ont besoin. Toute autre solution est duperie.

Trouverons-nous, alors, un progrès dans le développement du machinisme : machines à laver la vaisselle, le linge, applications de l'électricité au nettoyage et au chauffage. Ici, il semblerait que les nouvelles inventions dussent améliorer vraiment le fonctionnement du service ménager. Il me paraît douteux cependant que nombre de ces appareils aient un succès bien durable. Ils coûtent, en général, fort cher et ne sauraient trouver dans la vie ordinaire d'un ménage une utilisation en rapport avec la dépense qu'ils occasionnent. Une famille ouvrière ne mettra jamais de 1.200 à 1.500 francs à l'acquisition d'une machine à laver la vaisselle et même une famille bourgeoise hésitera à en faire l'emplette, car les possibilités de service de la machine dépasseraient de beaucoup les nécessités à satisfaire. La machine, pour être productive, doit travailler en grand. Le jour où le balayage d'une maison serait effectué par un service central, il serait intéressant d'utiliser un appareil perfectionné, mais tant qu'il faudra agir dans le cadre étroit de la famille, telle que veut la conserver la bourgeoisie, les améliorations dépasseront le but cherché. Et c'est parce que industriels et artisans ont trop souvent poursuivi leurs recherches dans les limites fixées par la tradition familiale bourgeoise, que le Salon des Arts ménagers après ses quelques années d'existence semble déjà à bout de souffle.

La solution du problème ménager comme celle de beaucoup d'autres problèmes ne sera pas trouvée sur un commandement gouvernemental; elle s'élabore tous les jours par la tendance de tous vers le mieux-vivre; et de même que le travail a évolué de l'atelier familial à la manufacture, puis à l'usine, de même le labeur ménager passera du stade familial au service organisé en commun. Les dames bourgeoises — même privées de bonnes — ne manœuvreront pas plus demain la machine à laver le linge qu'elles n'ont tenu hier le battoir et la brosse; et les femmes de la classe prolétarienne chercheront de plus en plus à s'évader des servitudes domestiques sous lesquelles elles furent courbées durant tant de siècles.

On peut leur présenter, aux unes et aux autres, pour les besoins de la toilette et du nettoyage, un vague serpent in débitant lentement un maigre filet d'eau chaude. Elles ne s'en contenteront pas. Ce qu'elles veulent et voudront ce sont des services au fonctionnement régulier et pratique, des commodités véritables. Hier, les femmes ont voulu avoir l'eau dans toutes les maisons; il leur faut aujourd'hui le gaz, la lumière électrique; elles réclameront demain le chauffage central, l'eau chaude au robinet et elles n'accepteront pas tous les succédanés de confort qui s'entassent au Grand Pa-

lais. Et nous irons ainsi, de progrès en progrès, vers le jour où le travail domestique, industrialisé, accompli dans des conditions convenables de promptitude et d'aisance, sera également réparti entre tous, sans surcharge pour aucun, et n'exigera plus qu'un être humain y soit rivé toute sa vie comme à un boulet.

Déjà au Salon des Arts ménagers les signes de cette évolution, en sens collectif, sont déjà visibles dans les coûteuses mais ingénieuses machines destinées par leurs inventeurs aux collectivités, pensions, restaurants, etc... Là est à mon sens le véritable intérêt d'avenir plus que dans une accumulation de mesquins progrès de détail.

Le Salon des Arts ménagers, qui fut une tentative de sauver l'organisation bourgeoise de la famille, souligne par sa décadence même l'impossibilité d'enrayer le déclin de la vie familiale telle qu'elle fut comprise jusqu'ici. Il nous montre aussi que les modes de production modernes sont en train d'influencer la vie matérielle et de révolutionner le centre familial. Il faudra bon gré, mal gré, que les idées et les mœurs suivent cette évolution nécessaire.

MARTHE BIGOT.

RÉFORMES & RÉVOLUTION

Une lettre à Léon Blum

Dans le *Populaire* du 19 mars, vous écrivez qu'en 1919, je me suis opposé à l'adoption par le Parti socialiste d'un « état de réformes immédiates » en disant :

Aucune réforme n'est utile à la cause ouvrière, aucune réforme de caractère prérévolutionnaire n'est possible tant que le prolétariat n'a pas saisi le pouvoir. Avant la prise du pouvoir, le prolétariat n'a rien à faire que de s'y préparer.

Voulez-vous me permettre de vous demander de quel texte officiel émanant de la fraction à laquelle j'appartenais vous avez détaché la citation ci-dessus ? Pourquoi, si vous rapportez exactement des propos tenus par moi, cette citation n'est-elle pas entre guillemets avec mention de votre référence ?

Lorsque vous avez entrepris de préciser la position du Socialisme à l'égard du Bolchevisme, vous avez annoncé à vos lecteurs que vous vous efforcerez de conserver « la sérénité, l'impartialité... qu'exigent de tels jugements ». Je ne vous ferai pas le grief d'avoir méconnu cet engagement. Je dois cependant protester contre la juxtaposition arbitraire de trois idées fort différentes, visiblement isolées de leur contexte et dont l'assemblage, s'il a l'avantage d'illustrer votre thèse, a l'inconvénient de dénaturer profondément ma pensée.

Oui, en 1919, j'ai combattu le programme de réformes présenté par la majorité du Parti, mais ce n'est nullement, comme vos lecteurs pourraient le supposer, parce que je faisais une question de principe de l'invalidité des réformes; parce que j'érigais en doctrine l'impossibilité de ces réformes.

Prises ainsi dans leur sens absolu et envisagées isolément ces affirmations sont la négation permanente des objectifs circonstanciels de la lutte de classe menée par les syndicats ouvriers.

Or, dans sa doctrine générale, le communisme, loin de limiter ces objectifs à ceux qui auraient un caractère spécifiquement révolutionnaire, a toujours affirmé que toute lutte de classe est une lutte politique et une lutte pour le pouvoir.

Je n'ai donc jamais été, en principe, adversaire des réformes; j'ai seulement nié la vertu de certains programmes de réformes dans certaines conjonctures historiques; j'ai seulement marqué que la recherche de la réforme, c'est-à-dire du perfectionnement du régime existant est un anachronisme et un danger pour le prolétariat en période révolutionnaire.

Les objectifs de la lutte de classe doivent être adaptés aux circonstances. Ils restent fonction de la situation générale. Qui donc doit interpréter cette situation et hausser les masses à sa compréhension si ce n'est l'organisation qui prétend grouper la partie la plus consciente du prolétariat ?

Sans doute, c'est une erreur grossière que d'entretenir dans un parti prolétarien une excitation artificielle en désaccord avec la réalité; mais c'est une erreur aussi funeste que de concevoir comme vous la fonction régulatrice d'un tel parti. Les deux conceptions aboutissent fatalement, à un moment donné, à séparer le Parti des masses.

Les mouvements révolutionnaires ne trouvent pas seulement dans un parti, quel qu'il soit, les conditions de leur naissance et de leur développement. Les causes en sont infiniment plus complexes et la tâche d'un parti consiste bien plus à traduire et à prévoir qu'à orienter les événements.

C'est ce que j'ai pensé en 1919 en combattant votre programme de réformes; c'est ce que je pense toujours.

La situation était nettement révolutionnaire et vous ne me contredirez pas si je rappelle qu'alors nous étions tous d'accord pour en convenir. La Révolution russe luttant victorieusement contre la Réaction universelle exerçait au maximum sa puissance de rayonnement. Nous sentions chez nous ces remous profonds annonciateurs des grandes crises sociales. Le Parti pouvait, à très brève échéance, se trouver placé devant la Révolution, c'est-à-dire devant ses premières manifestations. Les grands problèmes de la prise du pouvoir et de la dictature, déjà mis en lumière par la Révolution russe, pouvaient et même devaient se trouver brusquement et impérieusement posés à la conscience du prolétariat français.

En éludant ces problèmes, en les laissant à l'arrière-plan comme de simples curiosités théoriques, en leur substituant un programme de réformes d'ailleurs absolument vain et dont l'expérience a montré le néant, le Parti révélait une fois de plus son impuissance à s'élever à la hauteur de la situation et plus généralement de toute situation révolutionnaire. Il laissait clairement entendre qu'il n'appuierait pas un mouvement spontané des masses dirigé contre l'ordre établi et vers la prise du pouvoir politique. Il posait aussi des CONDITIONS à la Révolution.

J'ai considéré en 1919 que cette politique n'était pas marxiste, qu'elle était même la négation du matérialisme historique qui ne connaît pas de RÉVOLUTION PRÉMATURÉE; qu'elle vouait, aux premiers chocs révolutionnaires, le Parti à une irréversible déchéance, à une définitive et rapide dislocation; qu'elle poussait irrésistiblement ses éléments les plus combattifs à la contre-révolution.

Je le crois encore:

F. LORJOT.

LE DERNIER LIVRE DE R. ROLLAND

“Mère et Fils”

Romain Rolland vient de donner le troisième volume de *L'Ame Enchantée*, MÈRE ET FILS.

Thème essentiel, humain, puissant : l'opposition entre Annette Rivière et son adolescent de fils, Marc.

Annette, passionnée d'indépendance jusqu'à fuir le mariage avec l'homme aimé (*Annette et Sylvie*), jusqu'à trouver la force de briser la passion sensuelle qui l'enchaîne à Philippe Villard (*L'Été*), Annette est une mère envahissante et tyrannique.

Ce petit, qu'elle a porté, elle voudrait le former, le pétrir; elle tremble à l'idée des souillures qui le guettent. Elle refait le rêve de bien des mères : éviter au petit trop aimé les pierres du chemin, écarter les ronces. Elle, la mère, elle sait; elle sait, ce que coûtent de souffrances, de misères, de larmes, de dégoûts certaines explorations, certaines faiblesses.

Oui, mais Marc ne le sait pas; petit lion, il a sa vie à vivre, ses expériences à tenter, ses dents à exercer, ses griffes à essayer; il faut qu'il fasse sa chasse aux plaisirs, aux douleurs. Voudriez-vous qu'il vive par procuration, Annette Rivière, et qu'il vous laisse le soin d'éprouver pour lui ?

Dur comme elle, farouchement il résiste à la pression maternelle. De tout l'élan de ses seize ans, il se précipite pour franchir les portes qu'on a fermées. A des heures, il croit haïr celle qui veut diminuer sa vie, il cherche les attitudes qui accuseront plus profondément leur divorce, les mots qui la blesseront au cœur...

Mais la vie arrache Annette à Paris.

Et c'est Sylvie, Sylvie l'indulgente, Sylvie l'équivoque, qui aura la charge de l'adolescent. Comme les bêtes que le printemps libère de l'étable, Marc peut enfin écouter sa frénésie intérieure et aller chercher lui-même le goût amer de ses débordements.

Alors Annette lui manque, il apprécie sa forte et droite nature; désespérément, il l'appelle. Mais prise par d'autres nécessités, Annette n'entend pas. Marc pressent dans la vie de sa mère quelque haut sacrifice...

Enfin, la mère et le fils se retrouvent sûrs de leur mutuelle affection. Annette a remporté une nouvelle victoire. Elle s'est libérée de ce qu'il y avait de tyrannique dans son amour maternel. Elle a fait un pas de plus vers la conquête de son âme harmonieuse.

Mais cette victoire elle ne l'a pas remportée sans l'aide des circonstances.

Il a fallu que le besoin du pain la jette loin de Paris, dans une petite ville de province. Il a fallu qu'elle trouve là Germain, le mutilé, Germain qui va mourir. Germain, l'ami qui a besoin d'un grand dévouement auprès de lui.

Annette sera ce dévouement. Pour l'ami, elle s'engage, corps et âme, dans une mission périlleuse, une mission à sa taille, où elle trouvera l'emploi de sa vaillance.

Mais, hélas ! elle y trouvera aussi l'amour — un amour au goût étrange, teinté de maternité et

de protection, mais auquel elle aura la claivoyance d'échapper.

*
*
*

Il faut ajouter que *Mère et fils* nous touche de plus près encore que je n'ai dit. Il nous touche particulièrement parce que l'histoire de Marc et Annette dessine ses arabesques sur un grand pan de notre vie commune; la guerre est au fond du tableau.

C'est d'abord ce chœur d'adhésion universelle à la guerre : le départ des hommes, voisins de logis d'Annette, bourgeois catholiques et bourgeois penseurs libres et ouvriers socialistes et moutons sans autre étiquette que leur plaque d'identité; adhésion unanime des jeunes lions à la Marc, avides d'action, d'air pur, de virilité.

Puis c'est l'effort tendu des solitaires contre la guerre, des solitaires de ce noyau de la *Vie Ouvrière*.

Puis c'est un coup de sonde direct jusqu'au cœur du sinistre vieillard qui « faisait la guerre ».

Et tout le long une pathétique exploration dans les âmes troublées par la guerre — la guerre, ses deuils et son goût de débauche.

Enfin Annette émerge de cet océan de mensonges qu'est le patriotisme officiel et Marc vaillamment se libère du devoir d'aller tuer et mourir.

*
*
*

Il est devenu de mode chez les révolutionnaires (je ne parle pas de nous qui sommes, c'est entendu, des contre-révolutionnaires !) de parler de Romain Rolland avec un certain dédain. On a enterré son attitude sous quelques mots : pacifisme démocratique et pacifisme bourgeois; on a répété « Tout ce qui n'est pas avec nous est contre nous », etc. Après quoi, n'importe qui — même s'il a été volontaire à la guerre du Droit — a le droit de faire la moue et même de lancer une grossièreté en s'abritant derrière le prolétariat.

Nous n'encourrons pas le ridicule de défendre Romain Rolland, mais, à la vérité, les hommes ont la mémoire si courte qu'il nous faut y suppléer en soulignant une coïncidence d'actualité.

Mère et fils paraît à l'heure où les pacifistes bourgeois viennent d'afficher leurs pensées par la loi d'organisation militaire. On peut comparer l'idéologie d'un Bonecru à celle de Rolland. Après les balivernes socialistes sur la guerre défensive, la figure pacifique de la France et l'impérialisme... des autres, qu'on ouvre *Mère et fils* à cette page où Marc juge son père, le leader pacifiste et just-quauboutiste :

« Le rhéteur répugnant, le pharisien, l'hypocrite !... menteur, menteur, menteur qui dupe la France et soi... La France c'est son affaire si elle veut être dupée ! Mais soi ! Point de pardon ! C'est la dégradation !... Dégoût de lui, dégoût de moi. Car moi, je suis fait de lui, je suis le fils de ce mensonge... »

Et plus loin :

« — Quand j'ai vu, dit Marc, cette guerre ignoble qui cache son muflle, cette troupe de masques, cette chienlit du Droit rapace, qui, derrière le dos, floute le monde dans les poches, cet esclavage atroce qui s'imagine qu'il nous donne le change, en se gargarisant du mot éventé de Liberté, cet héroïsme tartuffé, — je leur ris au nez ! »

Non, Romain Rolland n'est pas un pacifiste bourgeois.

Il n'est certes pas non plus un révolutionnaire luttant pour notre classe, avec notre classe.

Il est sur un plan qui n'est ni celui de la bourgeoisie, ni le nôtre.

Sur le plan de l'esprit. L'esprit qui exige avant tout la minutieuse recherche de la vérité — et la recherche de la vérité qui ne saurait admettre la violence.

Nous croyons, avec lui, que c'est une piètre politique d'affranchissement des masses populaires que de leur déguiser la vérité et, parce qu'on se classe parmi les *meneurs*, de bourrer le crâne à ceux que l'on classe parmi les *suiveurs*. Nous croyons avec lui que rien de durable ne s'édifiera par la ruse, le mensonge, la duperie. Les foules ne se sauveront qu'elles-mêmes et elles ne se sauveront qu'en sachant où elles vont et comment elles y vont.

Mais contre lui, nous croyons que nous n'éviterons pas la violence. Ou mieux que la violence ne nous évitera pas. La violence est un fait; un fait aux cent mille facettes (convaincre et même séduire, c'est déjà faire violence, n'est-ce pas, Annette Rivière ?); un fait que nous subirons ou que nous imposerons, mais un fait qui s'inscrira dans l'avenir, comme il s'est écrit dans tant de pages — toutes les pages — du passé. Que nous fusillions ou qu'on nous fusille, la violence sera le lot d'une époque. Un Rolland peut choisir l'attitude morale et n'opposer à la violence que la grandeur de son immobilité — mais nous, qui n'avons pas le temps d'attendre, nous nous battons...

Seulement nous ne dirons pas de Rolland, avec le sourire sarcastique de quelques-uns : « Au-dessus de la mêlée ! », nous ne dirons pas cette parole injuste, jusqu'à la malhonnêteté, car nous savons que son attitude le pose au cœur de la Mêlée, là où les courants s'affrontent en tourbillonnant et parce que nous savons aussi qu'il faut plus de courage pour subir seul que pour combattre à cent mille.

B. GIAUFFRET.

L'OPPOSITION DE GUERRE

Dans ses explorations, Marc, le jeune héros du dernier roman de Romain Rolland rencontre, pendant la guerre, grâce à Casimir, un jeune anarchiste, le groupe de la Vie Ouvrière. De cette rencontre, voici le récit :

Casimir était anarchiste. L'orgueil d'autodidactes gonflés d'une science mal choisie et plus mal digérée, l'égoïsme dogmatique et le cabotinage, le goût des vaines parolotes, l'aberration sexuelle, la destruction maniaque de toutes les valeurs établies, une forfanterie d'immoralisme, la violence mutuelle des coteries et des individus qui s'envient, — ont toujours fait ravage dans le hautain édifice, qui veut, pour le construire, des mains et des cœurs purs, comme ceux des Reclus et des Kropotkine. Il ne sera jamais habité que par une élite stoïque. La foule qui s'y rue le dégrade, comme elle a dégradé les basiliques du Christ, en les peuplant de ses dégoûtants petits dieux, entremetteurs de Dieu.

Mais le seul mot de Liberté a une vertu magique, même sur les âmes embourbées dans la fendrière de leurs désirs. C'est un souffle d'héroïsme (Illusion?... qu'importe !) qui nie la servitude, toutes les servitudes, dont elles sont ligotées... Epigones lamentables du Titan insurgé contre le *Sic volo jubeo* du Tyran !... En ces épaves, on retrouve le feu sacré de Prométhée.

Marc en vit, sous ses pas, crépiter l'étincelle. C'était à l'heure d'exception, où les frères ennemis : anarchistes, socialistes, syndicalistes, révoltés contre la guerre, oubliant leurs querelles pour s'unir sur ce terrain. On était si peu nombreux ! A peine une poignée ! Tous les autres avaient déserté, — par faiblesse devant l'opinion, par peur des sanctions, par vieux instincts réveillés d'orgueil national, ou de sang à laper, surtout par confusion, — l'épouvantable confusion d'idées oratoires, dont sont gavées les démocraties, comme dindons. Jamais jésuites, aux temps florissants de la casuistique, ne firent un aussi affolant usage du « *distinguo* » qui, appliqué à tout, réussit à tout embrouiller : la guerre et la paix, le droit et l'iniquité, la liberté et l'abdication de toutes les libertés. Le résultat le plus certain était que la minorité d'esprits qui avaient jusqu'alors tenacement tenté de se libérer, revenaient au banc de chiorne et ramaient, le dos courbé, sous le bâton. Ils n'étaient pas une douzaine, à Paris, vers la fin de 1914, les irréductibles qui se maintenaient hors des fers. Leur nombre avait grossi depuis, peu à peu, ralliés en deux ou trois petits groupes, dont le plus sagace était celui de la *Vie Ouvrière*.

Marc assista, le dimanche, à quelques-unes de leurs réunions. Ce qu'il y entendit l'ébranla.

Jusqu'à cette heure, il n'avait jamais discuté la guerre. Il était bien trop clairvoyant pour n'en pas saisir la cruauté. L'injustice, peut-être même l'absurdité. Mais il n'en jugeait que plus viril de lui faire accueil. Il était à cet âge où la suprême vertu se résume en ce mot : la virilité. Et la force injuste, plus encore que la juste, exerce un attrait caché : car elle paraît plus forte, toute brute, toute pure, et elle a plus de danger. Il mettait un orgueil à exalter l'impitoyable loi de combat pour

LIGUE SYNDICALISTE

SIXIÈME CAUSERIE

SAMEDI 9 AVRIL

— à 20 h. 30 —

La CRISE de CHOMAGE et la C.G.T.U.
LA DÉFENSE DES SALAIRES
LE CHOMAGE EN ANGLETERRE
ET EN ALLEMAGNE

Ces sujets seront traités par les camarades
DE GROOTE, CHAMBELLAND et A. ROSMER.

Une discussion suivra les trois exposés.

Salle Rouillard (vins-tabacs), r. Dupetit-Thouars, 6.
Métro : République ou Temple.

Invitation cordiale à tous les lecteurs de la
Révolution Proletarienne.

vivre, qui enferme les hommes dans le panier aux crabes de l'éternelle mêlée. Point de larmoiement. Etre le plus fort !... Précisément parce que lui, il était faible, il affichait ce cynisme ricanant, qui avait révolté Annette :

— Tant pis pour moi comme pour les autres ! Tant pis pour ceux qui tombent ! C'est à moi de m'arranger, ou par la force, ou par la ruse, pour me trouver dessus !...

Il lui plaisait de mépriser les protestations indignées de sa mère contre cette forfanterie d'inhumanité. Il les taxait dédaigneusement de « sentimentalisme » : c'était tout dire !...

— Fadeur et fadaïses ! Article de femme ! Farde ton museau ! Moi, j'ai mes dents à aiguïser. Il est vrai qu'Annette baignait alors en pleine confusion. Elle acceptait encore la guerre, en se refusant à en accepter l'ignominie, qui est l'immonde haleine du carnassier. Elle s'arrêtait à mi-chemin de la pensée; elle n'osait pas regarder au fond. Aussi avait-elle peine à motiver ses révoltes par des raisons de l'esprit. Il lui suffisait, pour se guider, de son sens intérieur. — C'était trop peu pour Marc. Un homme a besoin d'idées nettes — fausses ou non — afin d'étiqueter ses passions.

Des idées nettes, Marc en trouva, à poignées, chez les logiciens de la pensée ouvrière. Toutes leurs révoltes étaient rigoureusement déduites et construites sur des échafaudages de chiffres et de faits. — La parole sans apprêt, lente, tâtonnante, monotone, de Merheim, qui cherche le mot juste, ne dépassant point la pensée, cette honnêteté grandiose, qui était comme Phocion, la hache de l'éloquence; — la tranquille bonhomie de Monatte, qui se désintéresse de soi et de vous, pour suivre exactement la succession des faits observés — la précision d'acier, la passion comprimée de Rosmer, qui a peur, en se livrant, de trahir l'idée, cette chaleur glacée eut sur l'adolescent sceptique, violent, fiévreux, un effet bouleversant. Le caractère clandestin auquel ces réunions étaient contraintes, le danger incessant qui pesait sur ces petites catacombes, l'oppression de sentir la masse énorme des nations, qui tenait sous son poing ces « volveurs » de justice, ces chercheurs de vérité, et leur lumière voilée, — soufflaient à la révolte, malgré la froideur des chefs, un esprit religieux. Il transfigurait, par feux de phare à éclipses, ces visages ternes, ces yeux las.

Et l'orgueilleux petit bourgeois se sentit humilié par tel de ces artisans, qui le dépassaient du cœur.

ROMAIN ROLLAND.

A LA CELLULE CITROËN

Mercrèdi 16 mars, la cellule de l'usine Citroën de Javel (15.000 ouvriers), réunissait, comme à l'habitude, une quinzaine de présents. Exactement trois fonctionnaires du parti, cinq rattachés et huit ouvriers travaillant à l'usine.

Un vote demandé par les orthodoxes, pour l'exclusion d'un camarade, donna 7 voix pour, 7 voix contre et 2 abstentions. Quelle abomination !

Il était insupportable que la plus importante cellule de la Région parisienne (dans quel état doivent être celles de moindre importance) ne donnât pas la majorité aux émissaires du centre. Aussi l'un des fonctionnaires présents, au nom du Comité de rayon, prononça la dissolution de la cellule. Tout simplement.

Certains récalcitrants ont déjà reçu leur feuille de route pour rejoindre une autre cellule. La trouveront-ils ?

NOTES ÉCONOMIQUES

Le Journal, l'Albanie et la Standard Oil.

Ce ne saurait être une simple coïncidence que le *Journal* ait lancé une grande campagne pour un rapprochement franco-italien (série d'articles de tête de son envoyé spécial Helsey), au moment même où l'Italie entame une action vigoureuse pour s'emparer de l'Albanie, ou tout au moins y établir son protectorat. Le *Journal* est sous le contrôle de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*; celle-ci est intimement liée avec la *Standard Oil*, le trust pétrolier américain dont elle a créé la filiale française au lendemain de la guerre. Or l'Albanie contient du pétrole. Dans quelles proportions, j'ignore si on est dès maintenant bien fixé à cet égard, mais ce qui est certain c'est qu'elle en contient, et en quantité suffisante pour être exploité.

Si d'autre part on veut bien se rappeler que l'industrie américaine est de plus en plus liée à la finance américaine (la plus importante des entreprises italiennes, *Montecatini*, le Saint-Gobain italien, vient encore tout récemment de consentir aux Américains, moyennant un prêt de 10 millions de dollars, une participation de 16 % dans son capital), que, en ce qui concerne le pétrole particulièrement, la politique fasciste a toujours été d'opérer de concert avec l'Amérique (ce qui occasionna l'assassinat de Matteotti, tué afin qu'il ne puisse révéler les conditions auxquelles Mussolini s'appropriait à concéder au pétrolier américain Sinclair le monopole des recherches de pétrole en Italie), on est amené à conclure que dans l'affaire albanaise il y a sans doute derrière Mussolini et le fascisme italien, Rockefeller et la *Standard Oil*.

Ce n'est pas à Rome ni à Belgrade, mais à New-York, qu'il faudra chercher le fil conducteur, qui permettra de suivre les développements de la tension italo-yougoslave, — si développements il y a.

Le taylorisme est l'opposé de la science.

Il faudrait tout de même en finir avec cette fantastique baliverne que le taylorisme est une méthode « scientifique », sous le prétexte qu'on s'y sert de chronomètres. Il faut vraiment toute l'impudence des capitalistes pour décorer du nom de « science », dans l'espoir de faire s'y plier de bonne grâce les prolétaires, ce qui est la négation même de la science, ce qui n'est que le moyen de tirer de la force ouvrière par des moyens antiscientifiques le maximum de profit.

Expliquons-nous.

L'organisme humain est une machine, disent les tayloristes; comme pour toutes les machines il faut en tirer le maximum de rendement. C'est tout à fait exact. Le moteur humain est un moteur d'une nature un peu particulière, mais c'est un moteur tout de même, soumis comme tout autre moteur aux lois générales de l'énergie. Mais qu'est-ce que son « rendement » ? Son rendement, c'est comme pour toute autre machine, le rapport entre ce qu'il produit et ce qu'il consomme. Le rendement d'une machine à vapeur est le rapport entre le nombre de chevaux qu'elle fournit et la quantité de charbon qu'elle consomme pour pouvoir produire ce nombre de che-

vaux. Le rendement du moteur humain est pareillement le rapport entre le travail qu'il fournit et l'énergie qu'il dépense pour fournir ce travail. Eh bien ! qu'on emploie les méthodes qui permettent de pousser ce rendement au maximum, c'est-à-dire qui permettent à l'ouvrier de faire le même travail avec une moindre dépense d'énergie, autrement dit avec une moindre fatigue, c'est parfait ! Qui y trouverait à redire, sûrement pas l'ouvrier. Diminuer l'effort dépensé, diminuer la fatigue, c'est là en effet une méthode scientifique, une méthode tout à l'avantage du travailleur comme tout ce qui est réellement scientifique.

Mais le taylorisme ce n'est pas cela. Pour le moteur humain, Taylor imagine un « rendement » spécial, tout à fait différent de ce qu'est le rendement d'une machine, et qui n'a rien à voir avec les lois scientifiques dérivées de la conservation de l'énergie. Taylor se foute de l'énergie que l'ouvrier a à dépenser pour effectuer son travail, il se foute de sa fatigue, il ne tient compte que d'une chose : le temps que l'ouvrier met à faire le travail. Si entre deux manières d'exécuter un travail, l'une permet de l'effectuer en moitié moins de temps, mais en exigeant au total de la part de l'ouvrier une dépense d'énergie triple ou quadruple, c'est cette méthode que Taylor choisira, bien que ce soit l'autre qui soit réellement, scientifiquement, la plus économique, puisque c'est cette autre qui exige une dépense de travail moindre pour aboutir au même résultat. Appliqué aux machines, le système Taylor reviendrait à faire tourner celles-ci à toute vitesse, sans se préoccuper de leur consommation ni de leur usure. Appliqué aux machines, un tel système conduirait rapidement ses fidèles à la faillite, ou... à Charenton. Mais il est vrai qu'appliqué au moteur humain, il peut conduire à la fortune. La raison en est bien évidente. La machine, elle, ne se laisse pas exploiter, l'industriel est obligé de payer pour elle réellement ce qu'elle dépense, la totalité de l'énergie qu'elle consomme; il lui faut payer le combustible qu'elle aura dévoré, il lui faut payer son remplacement dès qu'elle est usée. Avec le moteur humain au contraire, le patron ne paie pas l'énergie que celui-ci dépense réellement, il ne paie qu'au prorata du temps, quelque énergie qu'il ait été dépensée durant ce temps. Avec ses salariés le patron peut donc en agir comme avec une machine qu'il aurait louée à forfait, à tant l'heure de marche. On sait combien, lorsque ce cas se produit, la machine est rapidement sabrée; le taylorisme sabre pareillement le travailleur. Sabrer une machine qui ne vous appartient pas, sabrer le moteur humain sont des procédés qui certes permettent de s'enrichir, mais on conviendra que cela n'a rien à voir avec une bonne utilisation de la machine, avec une bonne utilisation du moteur humain, c'est le contraire d'une utilisation rationnelle, d'une utilisation « scientifique ».

Aux patrons qui veulent introduire le système Taylor je me permets de conseiller de répondre : « Vous voulez nous traiter comme des machines, vous déclarez que cela seul est scientifique, eh bien ! soit ! Traitez-nous comme vos machines, mais traitez-nous vraiment comme elles. Mesurez notre rendement, comme vous mesurez le rendement de vos machines, c'est-à-dire non d'après le temps de marche, mais d'après l'énergie dépensée pendant ce temps. Pour cela il vous faut autre

chose que des chronomètres. Or précisément, il y a dans une institution officielle qui dépend de votre Etat, le Conservatoire des Arts et Métiers, un laboratoire de *Physiologie du Travail*, qui précisément a pour fonction de se livrer à de telles mesures. Envoyez-nous à ce laboratoire et s'il résulte des mesures qui y seront faites que le mode de travail que vous nous proposez nous permet de produire autant moyennant une moindre dépense de force, une moindre fatigue de notre part, nous nous empresserons d'adopter le mode de travail que vous nous proposerez, mais si, au contraire, celui-ci exige de nous une dépense supplémentaire d'énergie, s'il nous impose une fatigue totale plus grande, il aura beau vous permettre de nous faire faire le même travail en moins de temps, nous refusons absolument de nous y soumettre, car ce serait « antiscientifique ».

La fin du monopole de Ford.

Nous a-t-on assez rabattu les oreilles avec la richesse des ouvriers de chez Ford, se rendant en auto à leur travail. Que les ouvriers de chez Ford aient jusqu'à présent, au point de vue salaires et durée du travail, une situation relativement privilégiée, ce semble bien la vérité, mais que cela soit dû aux méthodes de travail employées chez Ford, qu'il n'y ait qu'à employer partout des méthodes de travail analogues pour que partout les ouvriers jouissent de conditions de vie égales à celles des ouvriers de Ford, c'est là une grossière erreur. Une méthode de travail, si productive soit-elle, ne saurait par elle-même permettre aux patrons de se soustraire à la concurrence, et de pouvoir ainsi payer des salaires supérieurs, tout en réalisant le même profit; l'augmentation de la productivité du travail fait baisser le prix du produit, il ne fait pas augmenter les salaires.

Si Ford a pu consentir une situation privilégiée à ses ouvriers, c'est pour une tout autre raison, c'est parce qu'il était parvenu à se constituer un monopole pour la fabrication des autos à bon marché. Mais monopole temporaire, et qui semble bien être à la veille de disparaître. Pendant, en effet, que la production de Ford est restée depuis un an à peu près stationnaire, celle d'un autre fabricant américain, la *General Motors Co*, a fait un pas de géant : en février dernier, la *General Motors* a sorti 102.000 voitures au lieu de 65.000 en février 1926, production qui était déjà très supérieure à celle de février 1925. La *General Motors* s'est ainsi élevée maintenant au rang de rivale de Ford; si Ford et la *General Motors* ne finissent par s'entendre, Ford va perdre son monopole, il sera soumis à la dure loi de la concurrence, et ses ouvriers en perdront du même coup leur situation privilégiée, malgré que la productivité de leur travail n'ait pas changé.

Quelques précisions sur Kourigha.

L'exploitation des phosphates de Kourigha par l'Etat marocain dont je parlais l'autre quinzaine, a donné des bénéfices qui ont permis de mettre cette année à la disposition de l'Etat une somme de 51 millions et demi. Rappelons qu'il s'agit d'une exploitation encore à ses débuts. On voit par là quelle source considérable de bénéfices elle serait bientôt pour l'Etat si on ne se hâtait, par l'entremise de M. Baron et du parti S. F. I. O., de lui couper les ailes.

Précisons aussi l'importance du gisement. Celui-ci qui n'est encore exploité que tout à fait à son extrémité Nord, est reconnu depuis Kourhiga (200 kilomètres Est de Casablanca) jusqu'à Chichaoua (100 kilomètres Est de Mogador), soit sur 400 kilomètres (je dis bien : quatre cents kilomètres) de long, et il est probable qu'il se prolonge encore plus loin dans le Sud.

R. LOUZON.

A travers les Livres

Mémoires d'Abd el Krim. (Libr. des Champs-Élysées, édit.)

Un journaliste, M. Roger-Mathieu, a interviewé Abd el Krim sur le navire qui l'amenait prisonnier du Maroc à Marseille. C'est cette interview qui est publiée sous le titre fallacieux de *Mémoires d'Abd el Krim*.

La nullité de l'interviewer était trop grande pour que ces « mémoires » puissent apprendre quelque chose de nouveau; ils ne contiennent que du connu. Il y a lieu de signaler cependant qu'il y a un point sur lequel Abd el Krim a dû tellement insister que son interlocuteur lui-même n'a pas pu ne pas l'apercevoir et le signaler, c'est celui-ci : l'idée maîtresse d'Abd el Krim fut de réaliser l'unité du Rif; sa formule de la « République rifaine » signifiait avant tout l'unité rifaine; une cause de sa défaite, peut-être la principale, fut qu'il n'arriva point à la réaliser; « il eut toujours ses dissidents ».

Le Rif, c'est en effet, rappelons-le, la montagne, la montagne par excellence. Or tous les pays de montagne, aussi bien les massifs montagneux de l'Afrique du Nord, Rif, Kabylie, Aurès, que les massifs montagneux de l'Europe, comme l'Ecosse dont les « clans » n'ont définitivement disparu qu'au XVIII^e siècle, comme la Suisse qui aujourd'hui encore a conservé l'autonomie de ses « cantons », sont par nature étrangers à l'idée d'« unité nationale ». Leur régime, leur régime propre, celui qui dérive naturellement des conditions de vie de leurs habitants, c'est le régime du « clan ». Le clan dans le Rif s'appelle la tribu. C'est la tribu, et la tribu seule, qui est la « patrie ». C'est ce petit groupe de familles qui habitent le même bout de vallée, dont les troupeaux paissent, souvent en commun, les mêmes pâturages et s'abreuvent aux mêmes sources, qui constitue la seule unité sociale, la seule dont on se sent solidaire, celle aux décisions de laquelle seule on est lié, ou celle avec laquelle on combat, parce qu'avec laquelle on vit. Abd el Krim avait tenté d'aller au delà, il avait essayé d'englober ces petites unités dans une unité plus grande, d'agglomérer les tribus du massif rifain en une « République rifaine »; il avait essayé de « forcer » le cours de l'histoire; son échec démontre que sa tentative était prématurée. La technique, la civilisation occidentale n'ont pas encore assez pénétré le Rif pour qu'on puisse y réaliser des concepts empruntés à l'Occident.

Mais l'indépendance rifaine n'en est point morte pour cela. La réalisation de l'unité rifaine, la constitution d'un Etat véritable pouvaient seules permettre au Rif de se développer selon un rythme accéléré, de passer rapidement de l'économie primitive à l'économie du commerce et de l'industrie; seules également elles pouvaient faire du Rif, Etat musulman se développant et se modernisant par lui-même, le grand centre d'attraction de tout l'Islam africain. En restant séparées, divisées, les tribus rifaines ne peuvent aspirer à jouer ce rôle; elles ne peuvent faire du Rif une force progressive, une force offensive, — en revanche, elles constituent, par leur faiblesse même et par leur état d'anarchie, un obstacle défensif de premier ordre. Il semble d'ailleurs que certains négociateurs d'Oudja, qui désiraient qu'on conserve Abd el Krim à la tête du Rif, l'aient compris; Abd el Krim en tous cas l'a compris, car il dit à M. Roger-Mathieu : « Nous avons été battus, c'est indiscutable, mais vous avez été battus vous aussi... »

Je vous ai battu en ceci que vous avez perdu complètement le Rif... Vous avez perdu le Rif le jour où vous avez décidé mon exil. »

La France, en effet, est maintenant hors de jeu. La menace d'un Etat musulman indépendant et fort, à une journée de Fez, a disparu. Il n'est dès lors moralement plus possible à l'Etat français d'intervenir. Les fameux « traités internationaux » reprennent toute leur force. Le Rif appartient à la zone espagnole, les troupes françaises n'ont rien désormais à y faire. Painlevé-le-Sanguinaire ne pourra plus jamais y retrouver l'occasion de jouer à l'homme de guerre, lui qui sait pourtant si bien sacrifier 10.000 hommes à l'« amour-propre » d'un général, pour avoir un nom « qui sonne bien dans le communiqué ». Le groupe Mirabaud et consorts a eu beau fournir des armes à Abd el Krim pour lui permettre de battre les Espagnols et donner ainsi l'occasion à la France de se substituer à l'Espagne défaillante, les Espagnols ont bien été battus, la France a bien eu l'occasion d'intervenir, mais son intervention est achevée, elle ne pourra plus la renouveler, — et elle n'est point substituée à l'Espagne.

L'Espagne reste seule, seule en face des tribus, d'une poussière de tribus qui, retranchées dans leurs montagnes, agiront avec les Espagnols comme elles ont toujours agi entre elles, faisant aujourd'hui la paix, et demain la guerre, s'alliant aujourd'hui avec l'Espagne contre une tribu voisine dont elles ont momentanément à se plaindre, et demain s'unissant avec celle-ci contre l'Espagne. C'est le régime des tribus, le régime du clan, le traditionnel régime du Rif, qui continue, avec seulement une tribu en plus, la tribu des Espagnols. A ce régime, si intimement lié aux conditions naturelles du pays, il est bien évident que l'Espagne est incapable de mettre fin. Pour y mettre fin, il faudrait d'abord créer une armature militaire et administrative extrêmement solide, ensuite transformer complètement la vie économique du Rif : l'Espagne est incapable de l'un comme de l'autre.

Abd el Krim a raison : l'unité rifaine a été vaincue, mais l'indépendance des Rifains reste sauve. — R. L.

**

GEORGES DUHAMEL : *Le Journal de Salavin* (Édit. du Mercure de France).

Salavin, petit employé à la vie terne et grise, a entrepris de devenir un saint, un saint moderne, — ni plus ! ni moins !

Tout le monde se doutera que ce n'est pas là besogne facile. Salavin en fait l'expérience, une expérience douloureuse mais sans éclat. Il consigne avec fidélité ses pensées et ses actes, jusqu'au moment où, perdant la raison, il a proche vraiment la sainteté. *Le Journal de Salavin* serait une chose assez incolore, si Duhamel n'y avait collaboré pour y ménager quelques heureuses perspectives vers les saints authentiques et vers quelques pauvres petites canailles — et s'il n'y avait diffusé cette tendre fraternité qui toujours le penche vers la souffrance. — B. G.

Nous avons reçu :

Jean de Saint-Prix : *La Conscience comme principe spirituel*, 20 francs (Alcan, édit.);

J. Chuzeville : *Rome et l'Internationale, Une pré-diction de Dostoevski*, 4 fr. 50 (Bossard, édit.);

G. Valois : *Le fascisme*, 7 francs (Nouvelle Librairie Nationale);

Ad. Ferrière : *L'Aube de l'École sereine en Italie* (Monographie d'Éducation nouvelle) (J. Crémieu, édit.);

Ad. Ferrière : *Le grand cœur maternel de Pestalozzi* (J. Crémieu, édit.);

Irma Boyer : *La Vierge Rouge : Louise Michel*. — D'après des documents inédits, avec quatre portraits. Préface de H. Barbusse, 12 francs (Delpeuch, édit.).

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

UN SYNDICAT EXCLU DE LA C. G. T. LAFAYETTE

Le prétexte de l'indiscipline

L'avant-dernier numéro de la *Révolution Proletarienne* était à peine paru que parvenait au quai Jemmapes une collection de la *Pharmacie Laborieuse*, organe de la Fédération confédérée de la Pharmacie. Le secrétaire de cette Fédération avait sans doute voulu, à la suite des déclarations de Mauriès, secrétaire du Syndicat des Préparateurs parisiens, nous faire connaître le point de vue fédéral sur l'exclusion prononcée contre ce syndicat.

J'ai trouvé Delerue dans son bureau de la Bourse du Travail.

— La vérité ne nous fait pas peur, lui ai-je dit, et nous sommes, à la *Révolution Proletarienne*, curieux de connaître vos raisons.

Delerue me répondit en confirmant la thèse qu'il a déjà exposée dans le *Peuple*, à savoir que le syndicat de Paris avait été exclu uniquement à cause de son indiscipline sur la question des huit heures.

— Mais, ai-je rétorqué, où irions-nous si toutes les fédérations, unitaires comme confédérées, se mettaient à chasser de leur sein les syndicats qui n'appliquent pas le programme fédéral dans son entier ?

— C'est que la question des huit heures, répliqua Delerue, est de la plus haute importance. L'attitude du syndicat de Paris aboutit à nier le principe même des huit heures. Cette attitude a porté un préjudice considérable à nos syndicats de province à qui les patrons ont pu répondre : « Vous revendiquez les huit heures, mais le syndicat parisien, lui, s'est mis d'accord avec les patrons sur la journée de huit heures cinquante, c'est-à-dire en réalité sur la journée de neuf heures. »

— Cependant, ai-je fait remarquer à Delerue, vous, Fédération, vous avez accepté les deux cent cinquante heures de dérogation accordées par le décret. Ce qui vous sépare de la tactique du syndicat parisien c'est la répartition de ces dérogations. Le syndicat de Paris les répartit sur tous les jours ouvrables. Votre tactique aboutit, elle, à faire huit heures pendant les mois calmes, et dix heures pendant les mois de grand travail. Le total annuel ne change pas. L'importance du désaccord me paraît bien réduite.

— Non, répond Delerue, car nous nous évertuons, par la conclusion d'accords locaux, à diminuer le nombre des heures de dérogation accordées par le décret. Certains de nos syndicats ont obtenu de sérieux résultats dans ce sens. Par sa tactique, le syndicat de Paris s'interdit un tel objectif.

— J'en reviens à mon idée. Était-ce une raison pour exclure ? Ne pouviez-vous pas demander au syndicat de Paris d'accepter que le prochain Congrès fédéral examine ce point et essaye de réaliser l'accord entre tous les syndicats ?

— La Commission exécutive a décidé, en vertu de la volonté de notre Comité national. Le Congrès se prononcera.

— Mais vous avez mis le Congrès devant le fait accompli, le fameux fait accompli...

— Le Congrès reste libre de se prononcer...

— Mais le syndicat exclu pourra-t-il faire entendre sa voix ? Vous avez en effet constitué un nouveau syndicat parisien, que vous considérez comme le seul syndicat devant être admis à ce Congrès ?

— Sur ce point encore, répond Delerue, le Congrès se prononcera.

— Mauriès m'a affirmé que la véritable raison de l'exclusion était l'adhésion du syndicat de Paris au groupe des Amis de l'Unité. Un ordre du jour de votre Comité national déclare que vous ne pouvez admettre l'adhésion d'un syndicat à ce groupement. L'article 4 de vos statuts le stipule expressément. Cet article me paraît une monstruosité, car les syndicats peuvent tout de même prétendre à une certaine liberté de mouvement, dans la Fédération et dans l'Union comme dans la C. G. T.

— Nous n'avons pas exclu le syndicat de Paris pour son adhésion au groupe de Châtelleraut. Le problème des Amis de l'Unité est d'ordre confédéral.

— Mais n'est-ce pas la tension de vos rapports avec le syndicat de Paris qui vous a amené à cette mesure anormale qu'est l'exclusion ?

— J'aurais bien voulu, répond Delerue, vous voir à ma place, et subir pour moi les insultes du syndicat de Paris dont l'activité d'opposition ne peut qu'aboutir à démolir une fédération que nous avons eu bien du mal à remettre debout.

— Méfiez-vous, dis-je à Delerue, méfiez-vous de l'état d'esprit du secrétaire qui voit dans la moindre opposition non le désir de renforcer l'organisation, mais la volonté de détruire l'organisation.

**

Mon entretien avec Delerue prend fin sur ces mots et je le quitte avec l'impression de quelqu'un qui considère l'exclusion comme absolument raisonnable, absolument fondée. Sans doute, était-ce le moyen le plus simple de faire disparaître l'opposition ? Mais ce n'était pas le moyen de fortifier la Fédération, d'aider au triomphe des revendications des préparateurs parisiens, de travailler à la reconstruction de l'unité syndicale. — M. CH.

UNE DISCUSSION NÉCESSAIRE

LE SYNDICALISME A BASES MULTIPLES

Sous ce même titre, nous avons ouvert dans notre dernier numéro la discussion sur le syndicalisme à bases multiples. En publiant les raisons — bonnes ou mauvaises, mais elles avaient le mérite de bien ouvrir la discussion, — d'un adversaire de la mutualité dans les syndicats, nous ajoutons : « Aux partisans de donner les leurs ». C'était clair, mais pas pour les gens de mauvaise foi. C'est pourquoi le « professionnel » Rabaté, dans la *V. O.* du 25 mars, injurie et ergote autour des raisons de notre correspondant et s'efforce de les présenter comme étant celles de tout le « noyau ».

Pour la gouverne de Rabaté et de ses congénères, disons une fois de plus que la *R. P.* est une œuvre de coopération intellectuelle qui n'exige pas de ses lecteurs ou collaborateurs de penser par ordre et en série. Notre conception de l'esprit et de la discipline révo-

lutionnaires est différente de celle en honneur dans les chapelles du P. C. et de la V. O. et qui nous prépare une génération de perroquets dont Rabaté est un échantillon remarquable.

*
*
*

Au Congrès constitutif de la Fédération unitaire du Livre, en 1922, il n'y eut qu'un délégué pour proposer la suppression de tout service de mutualité dans la nouvelle Fédération. Ce délégué, membre du P. C., est actuellement collaborateur appointé de la V. O. Celui-là, mon petit Rabaté, était donc « fossile », comme tu dis, bien avant notre correspondant.

Plus tard, lors des premières discussions pour la fusion entre le Livre et le Papier unitaires, alors que les délégués de ce dernier — dont certain très orthodoxe — faisaient le procès de la mutualité existant au Livre unitaire comme au Livre confédéré, l'unanimité de la C. E. du Livre leur répondait : « Oui, mais avec un autre esprit. » Et nous ajoutions : « Quand vous avez des camarades grévistes, chômeurs ou malades, que faites-vous ? Des souscriptions. Vous tapez à droite et à gauche. Ça rend ou ça ne rend pas, et en attendant que ça rende les copains la sautent. Mais en faisant des souscriptions, vous faites de la *mutualité anarchique*. Mais nos statuts prévoient, moyennant une cotisation adéquate, secours de grève, de chômage, de maladie. Ce n'est pas une aumône que le chômeur, le gréviste, le malade reçoivent de leur syndicat, de leur Fédération. C'est un droit qu'ils acquièrent en adhérant et en cotisant. *C'est de la solidarité vraiment organisée.* »

Dans la vieille Fédération du Livre, avant la guerre et la scission, la minorité révolutionnaire combattait l'esprit essentiellement mutualiste et collaboration de classes qui dirigeait la Fédération. Mais jamais, que je sache, la minorité n'a mené campagne pour la suppression des services de solidarité, campagne qui aurait eu d'autant moins d'écho que la majorité confédérale de l'époque, tout en combattant le réformisme du Livre, rendait hommage à son organisation intérieure.

Notre correspondant me semble avoir, à son insu peut-être, une conception de syndicalisme de secte encore très accusée — ce que son contradicteur de la V. O., en se plaçant sous un autre angle, est bien mal placé pour lui reprocher.

L'instauration de la mutualité nous amènera, évidemment, des « timides, des timorés », etc. Mais quoi, n'est-ce pas ceux-là justement qui constituent la grosse majorité des ouvriers restés en dehors de nos syndicats ? Et en quoi constitueront-ils, en adhérant plus qu'en restant dehors, « une majorité de trembleurs et de capitulards » ? Annihileront-ils plus que maintenant, une fois adhérents, les efforts des consciences ? Allons donc ! Une fois au syndicat ils seront bien plus faciles à encadrer et à entraîner.

S'il y a des dangers, ils ne sont pas là où les voit notre camarade. Danger d'alourdissement, bien sûr. Surtout s'il y a à la tête de nos syndicats, de nos fédérations des fonctionnaires ronds-de-cuir qui, chaque fois qu'il s'agira d'engager des actions de longue haleine et coûteuses, seront minés par la peur de « bouffer la caisse », alors que celle-ci doit être constituée pour ça. Ce sera à nous à combattre le culte des grosses caisses et la plaie des ronds-de-cuir.

Non, j'ai beau retourner la question, je crois que si l'on veut un syndicalisme de masse, un syndicalisme capable de jouer son rôle révolutionnaire, on ne peut être contre la constitution de caisses de grève, de chômage, de maladie. Les créer, ce n'est pas s'installer dans le capitalisme, c'est organiser le plus grand nombre d'ouvriers pour l'abattre. — V. GODONNÈCHE.

Nous recevons, trop tard pour l'utiliser cette quinzième, une correspondance d'Algérie, relative à l'exclusion du parti de Schiavo, le secrétaire de l'Union régionale algérienne des Syndicats unitaires.

Encore un beau chapitre de : « La Bolchévisation a passé là... »

Inutile de pavoiser !

Dans la *Vie Ouvrière* du 4 mars, Rollo parle avec une satisfaction non déguisée de la « cinglante défaite » qui m'a été infligée au Congrès tenu à Bourges les 5 et 6 février par la 27^e Union régionale de la C. G. T. U.

Pour qui s'en tient aux chiffres brutaux, j'ai été battu et bien battu, puisque je n'ai recueilli que 5 mandats contrs 81 et 7 abstentions. Mais il faut savoir dans quelles conditions a eu lieu le vote pour mieux pouvoir en apprécier le résultat.

A la fin de juillet, j'envoyai au *Syndiqué du Centre*, organe mensuel de la 27^e Union, un ordre du jour du Syndicat de l'Enseignement de l'Indre sur l'orientation syndicale. Cet ordre du jour fut jeté au panier par la Commission exécutive de l'Union. Un autre ordre du jour de mon Syndicat blâmant le Bureau de la C. G. T. U. d'avoir introduit de sa propre autorité les mots : dictature du prolétariat, dans le préambule des statuts confédéraux, eut le même sort.

A plusieurs reprises j'avais protesté en vain contre la censure inadmissible pratiquée dans les colonnes du *Syndiqué du Centre*. Aussi, je fus chargé par mon Syndicat d'aller porter la question devant le Congrès de l'Union.

Sur les 80 à 90 délégués présents à la séance du 6 février, 3 ou 4 tout au plus connaissaient les griefs que nous formulions contre la C. E. de l'Union. Les autres avaient lu simplement dans le rapport moral qu'un différend s'était élevé entre la C. E. et un camarade instituteur de l'Indre pour un ordre du jour qui n'avait pas été inséré dans le *Syndiqué du Centre*.

Je fis remarquer qu'en réalité deux ordres du jour, et non un seul, avaient été refusés et qu'ils n'émanaient pas d'une individualité, mais d'un Syndicat cotisant à l'Union et ayant, par cela même, une partie des frais de son organe mensuel à sa charge. Après avoir rappelé que, d'après les statuts de l'Union, le *Syndiqué du Centre* devait insérer les communications officielles des Syndicats, que seules les polémiques injurieuses entre militants ou organisations devaient en être écartées, je montrai aisément que nos deux ordres du jour ne contenaient aucune insulte pour qui que ce fût et que, par suite, la C. E. s'était rendue coupable d'un abus de pouvoir en nous mettant dans l'impossibilité d'exercer publiquement notre droit de critique.

Le Congrès, avant de se prononcer, décida, sur la proposition de Monmousseau, président de séance, d'engager un débat sur le fond des ordres du jour. Comme il était près de midi, je me bornai à parler de la violation des statuts par le Bureau confédéral.

Comptes rendus analytiques des Congrès de Saint-Etienne, de Bourges et de Paris, et numéros de la *Vie Syndicale* en mains, j'apportai les preuves indéniables qu'à aucun moment le Bureau n'avait été autorisé à corriger le paragraphe concernant le but suprême poursuivi par la C. G. T. U.

Monmousseau me répondit par les arguments que l'on connaît : le Congrès de Saint-Etienne a accepté en fait la formule dictature du prolétariat, puisqu'il a voté l'adhésion à l'I. S. R., à la seule condition que l'article 11 de ses statuts soit modifié ; à Bourges, le rapport moral contenant les statuts de l'I. S. R. a été approuvé ; enfin, à Paris, une Commission fut désignée pour modifier les statuts et c'est elle qui a introduit les mots : dictature du prolétariat.

Un premier vote eut lieu à main levée. Sur les 80 à 90 votants, j'obtins presque autant de voix que la C. E. C'est justement parce que l'épreuve fut jugée douteuse que le vote par mandats fut demandé. Cette fois, les délégués comprirent ce que la discipline exigeait d'eux. Ils se ressaisirent et donnèrent raison à Monmousseau et à la C. E., alors qu'ils n'avaient pu recevoir de leurs organisations un mandat précis sur la question.

La victoire remportée par le Bureau confédéral au Congrès de la 27^e Union est de celles pour lesquelles on n'a pas l'habitude de pavoiser. — G. THOMAS.

FAITS ET DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

VENDREDI 11 MARS. — Meeting du Kuomintang à la Grange-aux-Belles.

— A la Chambre, fin du débat sur le chômage.

Grèce : Grève des boutiquiers d'Athènes. La police tire. Plusieurs tués.

SAMEDI 12. — *Chine* : A Shanghai grève de vingt-quatre heures à la mémoire de Sun Yat Sen.

— A Singapour, la police anglaise tire sur des Chinois qui célébraient le deuxième anniversaire de la mort de Sun Yat Sen.

DIMANCHE 13. — Arrestation du financier Rochette.

Italie : Condamnation des militants communistes de Toscane. 172 années de prison. 30.000 lire d'amendes.

LUNDI 14. — A la Bourse du Travail, meeting « pour l'unité » organisé par les syndicats confédérés et unitaires des Secteurs électriques.

— Les mines de Lorraine décident une diminution des salaires de 2 fr. 85 par jour à dater du 1^{er} avril.

MARDI 15. — *Allemagne* : Réunion du Comité de l'Internationale minière (Amsterdam).

MERCREDI 16. — Cambriolage à la Maison des Syndicats du 13^e arrondissement.

VENDREDI 18. — Débat à la Chambre sur les scandales de l'Indochine.

Chine : La grève générale se prépare à Shanghai.

SAMEDI 19. — A Nice, le Comité antifasciste met en fuite les « troupes » de Taittinger.

DIMANCHE 20. — A Douai et à Lens, les mineurs manifestent contre les diminutions de salaires.

— Eruption policière dans une assemblée anarchiste à L'Hay-les-Roses.

LUNDI 21. — *Chine* : L'armée cantonaise entre à Shanghai.

Pologne : Fin de la grève du Textile de Lodz.

MARDI 22. — Meeting du Parti communiste contre la loi militaire de Paul-Boncour.

— Comité national des mineurs confédérés.

MERCREDI 23. — *Chine* : Entrée de l'armée cantonaise à Nankin.

— Un gouvernement provisoire se forme à Shanghai.

JEUDI 24. — *Chine* : Bombardement de Nankin par la flotte anglaise et américaine. 7.000 tués ou blessés.

Tchécoslovaquie : Grève générale des mineurs.

VENDREDI 25. — La Commission des Finances de la Chambre décide une enquête sur le monopole des importations de pétrole.

— Débat à la Chambre sur la réduction des salaires dans les mines.

Les mineurs confédérés devant la diminution des salaires.

Le Conseil national des mineurs confédérés s'est réuni les 22 et 23 mars pour examiner la situation créée par les décisions patronales de réduire les salaires. Une consultation des syndicats, voilà ce qu'il a décidé, en

voiant la résolution dont nous reproduisons la fin :

La diminution du prix des charbons peut et doit être prélevée sur les superbénéfices réalisés jusqu'ici par les Compagnies minières, et non point sur les salaires des ouvriers mineurs.

Au cas où les Compagnies minières s'y refuseraient, il appartiendrait au gouvernement chargé d'administrer les biens de l'Etat de prendre toutes les dispositions indispensables pour les y contraindre,

comme il a pour devoir impérieux de prendre d'urgence les mesures susceptibles de surmonter les difficultés que connaissent quelques petites mines à conditions difficiles.

C'est ce que la Fédération nationale des travailleurs du sous-sol n'a cessé de réclamer en appelant l'attention des pouvoirs publics sur la nécessité pour notre pays d'avoir une politique des charbons.

Pour toutes ces raisons, et en attendant les moyens envisagés par le gouvernement, qui doivent avoir pour but de mettre un terme à la spéculation, le Conseil national demande donc au gouvernement d'exiger de l'ensemble des exploitations que la diminution des salaires soit différée jusqu'au jour où une baisse du coût de la vie sera enregistrée.

Si contre toute attente il en était autrement, le Conseil national donne d'ores et déjà mandat à son bureau fédéral, et conformément aux statuts fédéraux, de procéder à la consultation des syndicats affiliés à la Fédération nationale des travailleurs du sous-sol et similaires, sur les mesures et moyens susceptibles de parer à une telle injustice dont les mineurs se trouveraient frappés.

**

La C. G. T. U. contre la réquisition des syndicats.

La C. G. T. U., après le vote de la loi militaire Paul-Boncour, a publié un important manifeste :

La loi Paul-Boncour constitue un véritable coup de force contre les organisations syndicales.

Non seulement les personnes des deux sexes et de tout âge sont mobilisables, mais, aux termes mêmes de la loi militaire, les syndicats ouvriers sont soumis à la réquisition.

Les syndicats ouvriers sont ainsi livrés, pieds et poings liés, à la dictature militaire et aux forces impérialistes.

Alors que toutes les organisations patronales trouvent un profit dans la préparation des guerres et dans les guerres elles-mêmes, soit dans la construction des armements, dans le ravitaillement des armées, soit dans l'expansion coloniale et les annexions territoriales, les syndicats ouvriers, suprême refuge des travailleurs pour leurs revendications immédiates et quotidiennes, tombent sous le coup de la militarisation au profit du grand capital.

Au cours du développement de la crise capitaliste, la possibilité de réquisitionner les syndicats constitue entre les mains du gouvernement de réaction aux ordres des grands industriels et des banquiers, une arme avec laquelle il peut, sous le couvert de manœuvres de mobilisation, briser tout le mouvement de revendications et tout mouvement gréviste, en plaçant les militants ouvriers fidèles à la défense de leur classe sous le coup des consignes de guerre et des cours martiales.

La C. G. T. U. refuse de reconnaître la légitimité de la défense nationale en régime capitaliste; elle proclame son indépendance à l'égard du gouvernement bourgeois et sa volonté de soutenir les peuples opprimés contre l'impérialisme français.

Au nom des principes de l'Internationale ouvrière, La C. G. T. U. s'opposera par tous les moyens à la mobilisation contre la Révolution russe et la Révolution chinoise en marche, à toute lutte fratricide entre les peuples; ses militants lutteront aux côtés du prolétariat russe et chinois contre toute agression militaire.

La C. G. T. U. et les syndicats ne se laisseront pas réquisitionner, ils resteront, malgré la loi militaire, fidèles à leur classe, fidèles à la solidarité internationale envers les travailleurs du monde entier, envers les peuples opprimés et la Révolution.

La C. G. T. U. fait appel à toutes les organisations syndicales unitaires et confédérées, à tous les travailleurs sans distinction de tendances, pour qu'un large mouvement d'opposition fasse échec à la loi militaire et à la réquisition des syndicats par le gouvernement.

ENTRE NOUS

Voilà plusieurs quinzaines que l' « Entre Nous » a été réduit à la portion congrue. Il mérite une compensation : il entend prendre une page cette fois.

Il est nécessaire, au bout de deux années d'efforts divers, mais dispersés, d'examiner les causes de notre lente progression et d'étudier les moyens de faire grimper notre chiffre d'abonnés et celui de notre vente au numéro.

Il ne fait pas de doute que notre chiffre de tirage ne correspond pas à l'importance du courant que nous exprimons. Nous avons cherché notre public parmi les secrétaires de syndicats, or, soit que l'orthodoxie les ait gagnés, soit qu'ils lisent peu, nous n'avons pas obtenu grands résultats. Nous avons aussi été trop portés à chercher abonnés et lecteurs parmi les militants du parti. De ce côté, mêmes mécomptes : le boycottage du centre et la paresse intellectuelle ne nous ont pas permis d'obtenir un résultat correspondant à notre effort.

Sans dédaigner les chambrs de notre activité d'hier, il faut rechercher par-dessus la tête des secrétaires actuels les militants susceptibles de nous comprendre, de s'abonner, de lire la R. P. Notre public est situé derrière cette barrière. Comment le toucher ? C'est ce que nous devons rechercher.

Nos amis actifs doivent mener de front la chasse aux abonnés et la chasse aux lecteurs au numéro.

La chasse aux abonnés.

Nous sommes à neuf cents abonnés. Il est certain qu'il y a en France plus de 10.000 camarades susceptibles de s'abonner, tant parmi ceux qui pensent comme nous, ou à peu près comme nous — c'est là notre contingent principal d'abonnés possibles — que parmi ceux qui ne pensent pas comme nous mais qui tiennent à suivre notre effort et à bénéficier des études que publie la R. P.

Naturellement, c'est la première catégorie, de beaucoup la plus nombreuse au point de vue des résultats à espérer, que nous devons travailler.

Par quels moyens ? Il y en a deux au moins : le carnet d'abonnements et la liste de « possibles » auxquels on envoie deux numéros.

Carnets d'abonnements. — Quoique le premier essai de carnets d'abonnements n'ait pas donné les résultats attendus, il faut reprendre le système en regardant quels sont les nouveaux foyers de sympathie, quels sont les camarades qui nous ont manifesté leur sympathie platonique, qui s'en sont tenus là et qui devraient bien rendre cette sympathie plus agissante. C'est vrai pour le Bâtiment, pour le Bois, pour l'Éclairage, pour les Cheminots, pour les Services publics. Dans les vieux coins, comme la Métallurgie ou le Livre, nous comptons peu d'abonnés; nos camarades de la minorité des Métaux peuvent et doivent, avec un léger effort, nous amener rapidement quelques dizaines d'abonnés nouveaux.

Bien que notre pourcentage d'instituteurs soit élevé, il nous reste beaucoup à faire dans cette corporation.

Il faut donc répartir rapidement cinquante à cent carnets d'abonnements pour Paris, la région parisienne. Serait-ce espérer trop qu'un rendement mensuel de cinquante à cent abonnés nouveaux par ce canal ?

Le carnet d'abonnements doit être utilisé aussi et surtout en province. Il l'est en certains endroits mais ne pourrait-on pas l'utiliser dans tous les grands centres où nous avons des amis, à Rouen, Moulins, Marseille, Lyon, Saint-Quentin, Bordeaux, Lens, Brest, Audincourt, Vierzon, etc. ?

Possibles. — Il y a aussi une seconde zone d'abonnés à chercher, ceux qu'un camarade ne peut pas voir lui-même, raison d'éloignement ou autre, ou à qui il ne peut pas demander le montant de l'abonnement. Beaucoup de bons camarades n'aiment pas taper leurs connaissances. Mais il ne faut pas la

même hardiesse pour établir une liste de « possibles ».

Chaque secrétaire de groupe de la minorité devrait nous faire une liste bonne et courte. Nos camarades qui font ou qui ont fait des tournées en province et qui ont des tas de noms sur leurs calepins doivent nous en composer une également.

Est-il possible de réunir chaque mois trois cents adresses de vrais possibles, tant de la région parisienne que de province et d'en tirer cinquante à soixante abonnés ?

Il y a encore une autre catégorie d'abonnés, ceux qui viennent d'eux-mêmes. Leur nombre est subordonné au bruit que fait la R. P., ce qu'on dit d'elle. D'où l'utilité d'une certaine publicité qui nous fera connaître d'un tas de gens qui ne nous connaissent pas et que nos « chasseurs » eux-mêmes ne connaissent peut-être pas. Le nombre des isolés qui pensent comme nous ou qui voudraient savoir ce que nous pensons et disons est énorme. De là la nécessité de faire un peu de publicité, ce que nous n'avons pas encore fait faute de moyens. Nous l'examinerons la quinzaine prochaine.

La chasse aux lecteurs.

S'il est nécessaire d'aller chercher l'abonné dans son buisson, il est non moins nécessaire de forcer le lecteur, de l'accrocher. Il ne faut pas attendre qu'il vienne, il faut aller à lui, se mettre sous ses yeux, dans les kiosques et librairies, sous ses oreilles, sous sa main dans les réunions, assemblées générales, congrès, meetings.

L'idée du « multiple », du camarade qui se charge de vendre lui-même deux ou dix numéros autour de lui, dans son atelier, son syndicat, son groupe, est excellente. Quelques camarades l'expérimentent déjà mais chacun de nos militants devrait être un multiple.

Mais il ne faut pas se borner là. Chaque multiple doit nous trouver un kiosque ou un libraire dans une voie passante où le numéro pourrait être mis en vue. Il faut que nous accrochions des inconnus. C'est un moyen et un bon.

L'expérience nous a montré que tel kiosque ne vendait rien, alors que tel autre, cent mètres plus loin, en vendait plusieurs exemplaires. C'est l'histoire du pêcheur, ça mord dans tel coin, pas dans tel autre. Il faut chercher où ça mord.

Plus tard, nous pourrions même faire une nouvelle tentative en grand, comme au début, dans la plupart des kiosques parisiens. Cette question est liée à la publicité. Dans la mesure où on parlera de la R. P., l'inconnu sera tenté de l'acheter.

Pour l'instant, il faudrait qu'un camarade par Comité intersyndical se chargeât d'y vendre la R. P. les jours qui suivent sa publication et les soirs où il y a des réunions.

Il nous faut découvrir un camarade par syndicat pour y vendre la R. P., au Conseil, à l'assemblée générale, aux réunions diverses.

Nous devons pénétrer également dans les grandes usines : dans beaucoup nous y avons des camarades. Qu'ils se mettent en rapport avec nous pour voir comment nous pourrions y faire rentrer et circuler la R. P.

Nous vendons quelques centaines de numéros. Ce n'est rien. Multiplier ce chiffre par dix doit être possible rapidement si les multiples se font plus nombreux, si l'on trouve des dépôts, si l'on vend dans les syndicats et les meetings.

Mais que nos amis n'attendent pas pour nous demander des carnets d'abonnement, nous fournir des listes de « possibles », se faire inscrire comme « multiples », nous indiquer des kiosques et libraires.

Le gérant : V. GODONNÈCHE.

Paris. — Imp. Nouvelle (Ass. ouv.), 11, rue Cadet.

J. Amilcar, directeur. — 602-3-27.

